

En outre, le programme régulier de création d'emplois ne fonctionne pas. Cette année, la ministre a ajouté un élément de formation au programme qui remplace Canada au Travail. Si quelqu'un veut présenter une demande pour faire approuver un projet de création d'emplois à Terre-Neuve ou dans les provinces de l'Atlantique, il doit maintenant prouver qu'il peut former des gens pour des emplois à long terme. C'est naïf et stupide d'appliquer un tel critère dans la région de l'Atlantique. Il est impossible de mettre sur pied de tels programmes de formation. Le gouvernement et la ministre doivent s'en rendre compte. Celle-ci doit modifier sa politique et rétablir le programme Canada au Travail si elle veut que les travailleurs de la région de l'Atlantique aient les emplois et le revenu dont ils ont besoin pour l'hiver. Le programme de développement de l'emploi doit être modifié, l'élément de formation du programme doit disparaître et il faut rétablir les programmes de création d'emplois que nous avions auparavant. Les mesures de création d'emplois pour les jeunes laissent elles aussi à désirer. Je voudrais lire quelques chiffres établis par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration lui-même et selon lesquels, dans le cadre de Défi 85, les jeunes Terre-Neuviens ont touché un salaire horaire moindre, travaillé moins longtemps et gagné moins au total que les jeunes de toutes les autres régions du Canada. Les jeunes Terre-Neuviens ont gagné en moyenne \$1,232 par rapport à une moyenne nationale de \$2,000. Ils ont gagné en moyenne \$4.09 l'heure comparativement à une moyenne nationale de \$4.73. Si l'on ajoute à cela les chiffres publiés dans le *Globe and Mail* que j'ai cités tout à l'heure, on constate que la situation s'est peut-être améliorée dans d'autres régions du Canada, mais pas dans les provinces de l'Atlantique. De fait, cette région accuse de plus en plus de retard sur les autres. Entre-temps, rien n'a été fait pour fournir à l'économie l'aide du secteur public dont nous avons tellement besoin. De fait, les programmes qui avaient déjà été annoncés ont été supprimés. Par exemple, le projet en vue de construire une prison fédérale dans le centre de Terre-Neuve ne s'est pas matérialisé. Ce projet avait été annoncé il y a eu un an l'automne dernier et nous sommes maintenant en décembre 1985. Depuis, aucune nouvelle. Nous avons besoin de tels projets financés par le secteur public pour créer des emplois dans la région de l'Atlantique et ce sont justement les projets que le gouvernement a annulés parce qu'il est braqué sur le secteur privé.

La seule chose dont le gouvernement actuel puisse se vanter à Terre-Neuve à ma connaissance est l'Accord de l'Atlantique. Vu les dernières nouvelles relatives à l'OPEP et les prix mondiaux du pétrole, le projet d'Hibernia, auquel je tiens beaucoup, est maintenant menacé. Il est d'autant plus douteux si l'on y voit la seule planche de salut de la province. Hibernia pourrait bien rapporter 200 millions de dollars par année à Terre-Neuve, mais cette dernière a un déficit annuel de 300 millions de dollars. Si le gouvernement met tous ses œufs dans le même panier, il risque d'être fort déçu. Il faut lancer des travaux publics, comme mon parti l'a fait lorsqu'il formait le gouvernement fédéral. Il a installé un réseau de distribution d'eau à Port-aux-Basques, au coût de 6 millions de dollars, il a bâti une école de musique à l'Université Memorial pour 2 millions de dollars, créé un institut maritime de calibre international au coût de 47 millions de dollars et mis au point une

Les subsides

entente maritime pour aider les petites entreprises à profiter des retombées des travaux de prospection.

● (1600)

Le parti libéral a établi des ententes dans divers secteurs. Une entente de 14 millions de dollars dans le tourisme, notamment, afin d'aider les petites entreprises de navigation à profiter de l'augmentation du nombre de visiteurs dans la région de l'Atlantique; une autre dans le secteur de la prospection minière, qui a donné lieu à la découverte de gisements aurifères sur le littoral sud de Terre-Neuve. L'entente minière a coûté 21 millions de dollars. Le gouvernement libéral a conclu une entente concernant la péninsule de Burin, au coût de 28 millions de dollars, qui a permis de lancer divers projets dont celui d'une mine à St. Lawrence. Une entente de développement rural prévoyait une somme de 18 millions de dollars pour financer des projets de bénévolat d'un bout à l'autre de la province. Il a aussi conclu une entente sur le réseau routier.

Voilà quels étaient les projets, les programmes et les politiques du parti libéral lorsqu'il formait le gouvernement fédéral, et dont l'absence se fait durement sentir dans le secteur public. Le gouvernement a même annulé un projet très important, la Société de développement des pêches du Nord. J'ai posé une question à ce sujet à l'ancien ministre des Pêches et Océans et il a confirmé que les 15 millions qui avaient été mis de côté pour créer cette société s'étaient évaporés. Ils n'existent plus. Le gouvernement est au pouvoir depuis plus d'un an et nous n'avons toujours pas cet organisme si important pour le nord de Terre-Neuve et le Labrador.

La société Fisheries Project International vient de faire savoir qu'elle allait se débarrasser de 23 usines. La plupart sont dans de petites localités très vulnérables. Sans aide, sans confiance et sans argent du gouvernement il est impossible que les usines de ces petites localités survivent. Nous avons besoin de cette société de développement que le parti libéral avait proposée, mais que le gouvernement n'a pas cru bon de créer. Qui plus est, il s'est permis de dépenser l'argent ailleurs.

Monsieur le Président, j'estime que c'est probablement le Nord qui est le plus durement touché. Les gens du Nord sont généralement les oubliés du Canada. Je parle non seulement des habitants du Labrador mais aussi de ceux de Yellowknife dans les Territoires du Nord-Ouest. La déréglementation des transports va signifier une augmentation des coûts pour les gens du Nord parce qu'ils sont étroitement tributaires des transports aériens.

J'aimerais insister sur une question particulière au Nord à laquelle je crois que le gouvernement devrait apporter immédiatement son attention, soit l'imposition des indemnités dans le Nord. Dans son exposé économique, le ministre des Finances (M. Wilson) avait déclaré qu'il maintiendrait le moratoire, c'est-à-dire la non-imposition des indemnités perçues dans le Nord, telles que les indemnités de logement ou de voyage, jusqu'à la fin de 1985. Nous arrivons à la fin de 1985, et le gouvernement ne nous a toujours pas dit ce qu'il avait l'intention de faire en matière de fiscalité pour ces indemnités.

Ce n'est pas un problème d'ordre national, mais les gens qui vivent à Whitehorse, à Yellowknife, à Old Crow, à Labrador City et à Goose Bay ainsi que certains des habitants du nord de Nouveau-Brunswick et du nord de la Colombie-Britannique sont extrêmement préoccupés par cette question. Elle touche particulièrement les villes minières comme Farrow au Yukon.